Arrêts et décisions choisis de la Cour européenne des droits de l'homme

1^{er} trimestre 2025¹

I. Arrêts et décisions dans des affaires contre la Suisse

Arrêt R.G. contre Suisse du 23 janvier 2025 (req. no 37870/21)

Doit au respect de la vie privée et familiale (art. 8 CEDH) ; absence de prise en compte de la volonté de l'enfant de vivre avec sa mère dans la procédure accordant la garde au père.

La requête concerne l'absence alléguée de la prise en compte par les autorités internes de la volonté de l'enfant de vivre avec sa mère (la requérante) dans la procédure qui accorda la garde au père et l'absence d'un examen approfondi des circonstances de l'espèce. Dans le cadre d'une procédure de protection de l'union conjugale, le Tribunal de district de Lugano a accordé la garde de l'enfant à la mère et a accordé un droit de visite au père. La décision s'est appuyée sur l'audition des parents et une expertise psychiatrique de l'enfant, qui souhaitait vivre avec sa mère. Sur recours du père, le Tribunal cantonal a accordé la garde à ce dernier, car il avait plus de temps à consacrer à l'enfant en raison de son départ à la retraite. La volonté exprimée par l'enfant n'était qu'un élément de la prise de décision. Dans son arrêt du 22 janvier 2021, le Tribunal fédéral a rejeté le recours de la mère. La décision n'a cependant jamais été appliquée. La requérante a ensuite demandé à nouveau des mesures de protection de l'union conjugale. Après avoir entendu les parties et fait procéder à une nouvelle expertise de l'enfant, le tribunal de district a accordé la garde à la mère le 9 novembre 2021. Par sa requête à la Cour du 23 juillet 2021, la requérante invoque une violation de l'article 8 de la Convention. Dans son arrêt, la Cour renvoie à sa jurisprudence constante, selon laquelle le droit d'un enfant d'exprimer ses propres opinions ne devrait pas être interprété comme conférant effectivement un droit de veto inconditionnel aux enfants sans qu'aucun autre facteur soit pris en considération et qu'un examen soit effectué pour déterminer leur intérêt supérieur. Elle a relevé ensuite que le tribunal cantonal a accordé un poids exclusif à la disponibilité totale du père. La juridiction n'a pas tenu compte d'autres facteurs, notamment la volonté de l'enfant et les conflits parentaux existant. En outre, il l'a fait sans tenir d'audience, sans faire réentendre l'enfant par un psychiatre et par les juges, ou sans prendre de mesures pour éclaircir toute interprétation divergente des éléments de preuve. La Cour a dès lors dit n'être pas convaincue que les tribunaux nationaux aient tenu compte des différents intérêts en jeu dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Elle a relevé en outre qu'au moment où le Tribunal cantonal a rendu sa décision, l'enfant était âgé de 11 ans et 8 mois et avait donc dépassé l'âge à partir duquel le Tribunal fédéral estime que la maturité se développe pour les garçons. Ainsi s'il avait été entendu, l'enfant aurait pu détailler davantage les raisons pour lesquelles il souhaitait rester vivre avec sa mère. Enfin, la décision du Tribunal cantonal d'accorder la garde de l'enfant au père reposait uniquement sur le fait que la mère ne pouvait pas toujours s'occuper de son fils à la sortie de l'école. Cependant, ce problème a été résolu deux semaines après que la décision de la juridiction a été rendue. Une audition de la mère aurait pu permettre aux juges de clarifier ce point. Compte tenu de ce qui précède, la Cour a estimé que la décision du Tribunal cantonal a été prise d'une manière qui a naturellement laissé à la requérante l'impression que des éléments importants n'avaient pas été pris en compte pour la priver de

¹ Le présent rapport est rédigé par l'Office fédéral de la justice. Fait foi le texte des décisions et arrêts rendus par la Cour qui peuvent être consultés via les liens dans le présent rapport et sur hudoc.echr.coe.int.

manière injustifiée de son rôle parental. De l'avis de la Cour, l'absence d'auditions appropriées des parents et de l'enfant dans le cadre de la procédure en appel a clairement nui au processus décisionnel en l'espèce. La Cour a constaté également que le seul fait que l'ordonnance du Tribunal cantonal n'ait pas été appliquée et que le Tribunal de district de Lugano ait rendu une nouvelle décision par la suite n'a pas eu pour effet de priver la mère de la qualité de victime. Violation de l'article 8 CEDH (unanimité).

Arrêt T.A. contre Suisse du 6 mars 2025 (req. no 13437/22)

Droit au respect de la vie privée et familiale (art. 8 CEDH) ; refus d'autoriser une adoption.

La requérante est une ressortissante suisse d'origine éthiopienne. En 2016, elle a adopté un enfant d'origine inconnue en Ethiopie et l'a emmené en Suisse, malgré le refus des autorités suisses de lui délivrer un agrément en vue d'adoption, l'autorisation d'accueillir l'enfant en vue de son adoption et un visa pour l'enfant. En avril 2017, elle a formé une demande d'adoption auprès de l'autorité cantonale compétente. Cette demande a été rejetée notamment parce que les conditions légales d'une adoption n'étaient pas remplies en ce qui concerne la différence d'âge entre la requérante et l'enfant, et parce que les décisions d'adoption rendues en Ethiopie ont été considérées comme illicites au vu de différents manquements procéduraux relevés par un expert indépendant. Dans l'intérêt de l'enfant, les autorités cantonales ont toutefois suggéré à la requérante de déposer une demande d'accueil international, qui a été autorisée, et ont désigné la requérante et son fils aîné comme tuteurs de l'enfant. Invoquant l'article 8 CEDH (droit au respect de la vie privée et familiale), T.A. voit dans le refus opposé par les autorités de lui accorder l'autorisation d'adoption une atteinte à son droit au respect de la vie familiale. Elle estime que les tribunaux n'ont pas tenu compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, qui vivait avec elle dans le cadre d'une relation parent-enfant depuis sept ans. Au vu de la relation ininterrompue et du lien émotionnel qui s'est formé entre la requérante et l'enfant, la Cour a considéré que l'affaire relève de la "vie familiale" au sens de l'article 8 CEDH. Sous l'angle de la nécessité de l'ingérence litigieuse dans une société démocratique au sens de l'article 8 § 2 CEDH, la Cour a relevé en particulier que le rejet de la demande d'adoption de la requérante n'avait pas conduit à une interruption de la relation de cette dernière avec l'enfant et que, vu que la requérante et son fils aîné ont été désignés comme tuteurs de l'enfant, il n'apparaissait pas que la requérante soit confrontée à des obstacles et difficultés particuliers dans la jouissance de sa vie familiale avec l'enfant. La Cour a également partagé l'appréciation du Tribunal fédéral selon laquelle, dans la mesure où il y a eu atteinte au droit au respect de la vie familiale de la requérante, celle-ci était justifiée au vu des intérêts publics en jeu. Non-violation de l'article 8 CEDH (unanimité).

II. Arrêts et décisions dans des affaires contre d'autres États

[Arrêt Petrovic et autres contre Croatie](#) du 14 janvier 2025 (req nos 32514/22, 33284/22 et 15910/23)

Droit au respect de la vie privée et familiale (art. 8 CEDH), force obligatoire et exécution des arrêts (art. 46 CEDH) ; devoir pour la Croatie de mettre en place un mécanisme visant à déterminer le sort des bébés qui auraient été enlevés dans des hôpitaux publics dans les années 1980 et au début des années 1990.

L'affaire porte sur les soupçons de trois mères selon lesquelles leurs nouveau-nés, nés entre 1986 et 1994, ne seraient pas tombés malades et décédés, contrairement aux allégations des hôpitaux publics concernés, mais auraient été enlevés et illégalement proposés à l'adoption. La Cour a relevé des similitudes entre cette affaire et l'affaire [Zorica Jovanović contre Serbie](#). Elle a jugé en particulier que la Croatie a manqué au devoir qui lui incombait au regard de l'article 8 CEDH concernant les allégations des requérantes selon lesquelles leurs bébés avaient été enlevés dans les maternités et illégalement proposés à l'adoption. Sous l'angle de l'article 46 CEDH, la Cour a jugé que des mesures générales au niveau national sont requises et a invité la Croatie à mettre en place un mécanisme destiné à fournir un redressement individuel à tous les parents se trouvant dans une situation similaire. Ce mécanisme doit être supervisé par un organe indépendant doté des pouvoirs adéquats pour être en mesure d'apporter des réponses crédibles concernant le sort de chaque enfant et d'offrir une réparation appropriée le cas échéant. Violation de l'article 8 CEDH (unanimité).

[Arrêt A.C. contre France](#) du 16 janvier 2025 (req no 15457/20)

Interdiction des traitements inhumains et dégradants (art. 3 CEDH), droit au respect de la vie privée et familiale (art. 8 CEDH), droit à un recours effectif (art. 13 CEDH) ; accueil des mineurs non accompagnés.

L'affaire concerne un ressortissant guinéen qui s'est déclaré mineur en situation d'isolement à son arrivée sur le territoire français et qui s'est plaint de ne pas avoir bénéficié, en raison de la contestation de sa minorité par les autorités internes, de la prise en charge prévue par les dispositions liées à la protection de l'enfance en droit français. Invoquant les articles 3 (interdiction des traitements inhumains et dégradants) et 13 (droit à un recours effectif) combiné à l'article 3 CEDH, le requérant se plaint, d'une part, de ses conditions de vie lors de la période pendant laquelle il n'a pas été pris en charge par les autorités internes avant sa majorité, et, d'autre part, de ne pas avoir bénéficié d'un recours effectif pour formuler ses griefs sur le terrain de l'article 3 CEDH. Invoquant l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) CEDH, il soutient que l'absence de protection ayant découlé du refus des autorités internes de lui reconnaître la qualité de mineur non accompagné doit s'analyser en une violation de son droit au respect de la vie privée. Invoquant l'article 6 § 1 (droit à un procès équitable) ainsi que l'article 13 combiné à l'article 8 CEDH, il soutient avoir été privé d'un recours effectif à l'encontre de la décision de refus de prise en charge au titre de l'aide sociale à l'enfance, en raison, notamment, de l'absence de voie de recours à caractère suspensif et de l'appréciation des preuves qu'il avait fournies pour démontrer sa minorité. Sous l'angle de l'article 3 CEDH et de l'article 13, combiné à l'article 3 CEDH, la Cour a retenu que le seuil de gravité exigé pour caractériser l'existence d'un traitement contraire à l'article 3 CEDH ne saurait être regardé comme atteint. Le grief relatif à l'article 3 CEDH ne pouvant en l'espèce passer pour défendable, le grief tiré de la méconnaissance de l'article 13, combiné à l'article 3, a également été rejeté. Sous l'angle de l'article 8 CEDH, elle a relevé que tout au long du

processus de détermination de son âge, le requérant a pu effectivement bénéficier, dans le respect de la présomption de minorité, d'un accueil provisoire d'urgence. Les résultats des examens administratifs et médicaux ont conduit à renverser la présomption de minorité et, en conséquence, à mettre fin à la protection du requérant en qualité de mineur non accompagné avant que sa minorité ne soit finalement reconnue par l'autorité judiciaire. Après avoir relevé l'existence d'un cadre juridique interne comportant en principe les garanties procédurales minimales requises, la Cour a considéré qu'en raison, dans le cas d'espèce, de lacunes dans les informations, à la fois incomplètes et imprécises, qui ont été portées à la connaissance du requérant alors que sa minorité était en cause, la présomption de minorité dont il bénéficiait a été renversée dans des conditions qui l'ont privé de garanties procédurales suffisantes. Elle en a conclu que, dans les circonstances de l'espèce, les autorités compétentes n'ont pas agi avec la diligence raisonnable et qu'elles ont manqué à leur obligation positive de garantir le droit du requérant au respect de sa vie privée. Sous l'angle de l'article 13 combiné à l'article 8 CEDH, la Cour a considéré que le requérant avait à sa disposition, en droit interne, des recours susceptibles de redresser la violation alléguée de l'article 8 de la Convention, et qu'il doit être regardé comme ayant bénéficié, en pratique, au vu des circonstances de l'espèce, de recours effectifs. Violation de l'article 8 CEDH (6 voix contre 1). Non-violation de l'article 13 CEDH combiné à l'article 8 (unanimité).

Arrêt Bodson et autres contre Belgique du 16 janvier 2025 (req no 35834/22)

Liberté de réunion et d'association (art. 11 CEDH) ; condamnation pénale des requérants pour avoir bloqué l'autoroute sans autorisation préalable.

L'affaire concerne la condamnation pénale des requérants du chef d'entrave méchante à la circulation routière pour avoir bloqué l'autoroute A3/E40, sans autorisation préalable, pendant approximativement cinq heures, ce qui entraîna un bouchon de l'ordre de 400 kilomètres et donna lieu à une situation générale de tension et à des incidents. Les requérants ont fait valoir que leur condamnation pénale a porté atteinte aux articles 10 (liberté d'expression) et 11 (liberté de réunion et d'association) CEDH. La Cour a décidé d'examiner ces griefs sur le terrain de l'article 11 CEDH, lu à la lumière de l'article 10. Invoquant l'article 14 (interdiction de la discrimination) combiné avec les articles 10 et 11 CEDH, six requérants soutiennent en outre que la sévérité de leurs peines s'explique par leur appartenance syndicale et que leur condamnation était donc discriminatoire par rapport aux autres requérants. La Cour a noté que les requérants n'ont été condamnés ni pour avoir mené une action de grève, ni pour avoir exprimé leurs opinions, mais pour s'être associés à un blocage de la circulation ayant fait naître la situation potentiellement dangereuse incriminée par le code pénal. La cour d'appel a notamment relevé qu'ils s'étaient maintenus sur les lieux en pleine conscience de la situation de blocage, et qu'ils avaient, par leur inaction consciente et volontaire, apporté une aide essentielle à la perpétration de l'infraction d'entrave méchante à la circulation routière, certains ayant joué un rôle « prépondérant », voire « particulièrement prépondérant » dans le blocage, eu égard à leurs responsabilités syndicales. La Cour a précisé qu'elle ne saurait cautionner sans réserve la thèse selon laquelle le droit de grève inclurait le droit pour un syndicat ou ses membres de pratiquer des blocages de la voie publique qui, opérés sans autorisation préalable, provoqueraient une paralysie complète de la circulation sur un grand axe autoroutier durant plusieurs heures, en perturbant considérablement la vie quotidienne et les activités licites de personnes non impliquées dans cette action et en créant une situation de danger pour les usagers. Elle a conclu qu'en condamnant les requérants pour entrave méchante à la circulation, les juridictions nationales ont fondé leurs décisions sur une appréciation acceptable des faits et sur des motifs pertinents et suffisants, et que les autorités nationales n'ont pas outrepassé leur marge d'appréciation en la matière. Pour ce qui est du grief de violation de

l'article 14 CEDH soulevé par six requérants, la Cour a estimé que l'élément retenu par la cour d'appel repose sur le « rôle » concret de chacun des six requérants dans la commission des faits et non sur leurs fonctions syndicales proprement dites. Non-violation de l'article 11 CEDH. Grief de violation de l'article 14 CEDH manifestement mal fondé (unanimité).

Arrêt Cannavacciuolo et autres contre Italie du 30 janvier 2025 (req. no 51567/14 et 3 autres requêtes)

Droit à la vie (art. 2 CEDH), force obligatoire et exécution des arrêts (art. 46 CEDH) ; déversement, enfouissement et incinération de déchets sur des terrains privés, souvent par des groupes criminels organisés, à Terra dei Fuochi.

L'affaire concerne le déversement, l'enfouissement et l'incinération de déchets sur des terrains privés, souvent par des groupes criminels organisés, dans les parties de la région de Campanie connues sous le nom de Terra dei Fuochi, où résident environ 2,9 millions de personnes. Des taux accrus de cancer et de pollution des eaux souterraines ont été observés dans la zone concernée. Invoquant les articles 2 (droit à la vie) et 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) CEDH, les requérants soutenaient en particulier que les autorités italiennes avaient connaissance du déversement, de l'enfouissement et de l'incinération illégaux de déchets dangereux près de chez eux mais qu'elles n'avaient pas pris de mesures pour les en protéger et qu'elles ne leur avaient pas communiqué d'informations à cet égard. Ils invoquaient aussi l'article 13 (droit à un recours effectif) CEDH. Les requérants étaient, d'une part, des individus et, d'autre part, des associations. La Cour a considéré que les associations n'avaient pas qualité de victime et a indiqué que le droit de recours qu'elle a reconnu aux associations dans l'[Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres contre Suisse](#) du 9 avril 2024 (req. no 53600/20) se limitait au contexte spécifique du changement climatique. Sur le fond, la Cour a jugé en particulier que, alors même qu'il avait connaissance du problème depuis de nombreuses années, l'État italien n'a pas répondu à cette situation d'une telle gravité avec la diligence et la célérité requises, en particulier s'agissant d'évaluer le problème, de l'empêcher de se poursuivre et de communiquer avec la population touchée. Sous l'angle de l'article 46 CEDH, la Cour a jugé que l'Italie doit élaborer, dans un délai de deux ans, une stratégie globale pour remédier à la situation de la Terra dei Fuochi, mettre en place un mécanisme de suivi indépendant et créer une plateforme d'information du public. Violation de l'article 2 CEDH (unanimité).

Arrêt F.B. contre Belgique du 6 mars 2025 (req no 47836/21)

Droit au respect de la vie privée (art. 8 CEDH) ; procédure d'évaluation de l'âge.

L'affaire concerne la décision de cessation de prise en charge de la requérante en tant que mineure étrangère non accompagnée à l'issue de la procédure d'évaluation de son âge. Invoquant en particulier l'article 8 CEDH, la requérante se plaint d'une ingérence dans son droit au respect de sa vie privée. La Cour a conclu, sans se prononcer sur la fiabilité des tests osseux ni sur la minorité avérée de la requérante, que le processus décisionnel qui a abouti à la décision de cessation de sa prise en charge en tant que mineure étrangère non accompagnée n'a pas été entouré de garanties procédurales suffisantes au regard de l'article 8 CEDH. En particulier, elle a noté qu'il ne ressort pas du dossier que la requérante avait été effectivement informée de la nécessité de donner son consentement à la réalisation du test médical. Elle a souligné par ailleurs que, compte tenu de leur caractère invasif, il convient de ne pratiquer les examens médicaux qu'en dernier ressort si les autres moyens permettant de lever le doute sur l'âge de la personne en question n'ont pas abouti à des résultats concluants.

Elle a constaté à cet égard que l'entretien de la requérante avec un agent du service des tutelles spécialement formé à l'accueil des mineurs n'a eu lieu qu'après la réalisation des tests osseux. Or, un entretien préalable aurait pu, le cas échéant, permettre, d'une part, de rechercher si le doute sur la minorité de l'intéressée pouvait être levé par d'autres moyens moins intrusifs et, d'autre part, permettre au professionnel qualifié de s'assurer que celle-ci a reçu toutes les informations nécessaires pour faire valoir valablement ses droits. Violation de l'article 8 CEDH (unanimité).

Arrêt Laterza et D'Errico contre Italie du 27 mars 2025 (req. no 30336/22)

Droit à la vie / enquête (art. 2 CEDH volet procédural) ; enquête ineffective sur les causes prétendument professionnelles du décès d'une personne en raison de son exposition à des substances toxiques.

L'affaire concerne le classement sans suite d'une procédure pénale intentée par les requérants concernant le décès de leur proche, des suites d'une tumeur pulmonaire, qu'ils imputent à l'exposition du défunt à des substances toxiques pendant son activité professionnelle. Invoquant le volet procédural de l'article 2 (droit à la vie) CEDH, les requérants reprochent aux autorités nationales d'avoir classé l'affaire sans suite sans prendre en compte l'expertise qui montrait la corrélation entre la pathologie de G.L. et son exposition aux substances nocives pendant son activité professionnelle. Ils estiment aussi que les autorités ont renoncé à analyser les preuves qui auraient permis, d'après eux, d'identifier les personnes responsables de l'application des mesures de sécurité au sein de l'usine. La Cour a estimé que, compte tenu de la jurisprudence interne en la matière et du fait que l'origine professionnelle de la pathologie de G.L. n'avait pas été exclue a priori, la détermination des expositions à la substance nocive qui présentaient un lien de causalité avec la pathologie du défunt aurait pu faire l'objet d'approfondissements ultérieurs de la part du juge du fond, dans le but d'identifier les responsables d'éventuelles violations des mesures de sécurité. Dès lors, elle a jugé que les juridictions internes n'ont pas fait suffisamment d'efforts pour établir les faits et que la décision de clôturer l'enquête n'a pas été dument motivée. L'enquête n'a donc pas été effective. Violation du volet procédural de l'article 2 (droit à la vie/enquête) CEDH (unanimité).